

REPUBLIQUE FRANCAISE



DOSSIER : N° DP 034 159 19 V0031
 Déposé le : 05/08/2019
 Demandeur : Madame NYBELEN AURORE
 Nature des travaux : construction piscine
 Sur un terrain sis à : 10 IMP DE LA GARDIOLE à
 MIREVAL (34110)
 Référence(s) cadastrale(s) : 159 AZ 122

COMMUNE de MIREVAL

ARRETE DE RETRAIT APRES DÉCISION Sur demande du bénéficiaire

Le Maire de la commune de MIREVAL,

VU le Déclaration préalable n° DP 034 159 19 V0031, délivré le 20/09/2019,
 VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 424-1 et suivants,
 VU la demande de retrait déposée au nom de NYBELEN AURORE, reçue en mairie le 04/10/2023,

Considérant que, selon l'article L424-5 du code de l'urbanisme, la décision de non-opposition à une déclaration préalable ou le permis de construire ou d'aménager ou de démolir, tacite ou explicite, ne peuvent être retirés que s'ils sont illégaux et dans le délai de trois mois suivant la date de ces décisions. Passé ce délai, la décision de non-opposition et le permis ne peuvent être retirés que sur demande expresse de leur bénéficiaire.

Considérant que le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme demande à obtenir le retrait et que les travaux n'ont pas été entrepris sur le terrain,

ARRÊTE

Article Unique - Le retrait de la déclaration préalable susvisée est prononcé à la demande du bénéficiaire.

MIREVAL, le 14 décembre 2023
 Le Maire,

Christophe DURAND,

Jean-Pierre DEMOLLIERE
 Adjoint au Maire
 Délégué à l'Urbanisme



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Délais et recours : Le destinataire qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Il peut également dans ce délai saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de quatre mois vaut rejet implicite*).